

Díaz-Canel souligne que la plus grande force du pays réside dans son peuple et sa résistance emblématique



(Texte intégral du discours dans notre rubrique Exclusives)

La Havane, 22 juillet (RHC) Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a également souligné aujourd'hui que la plus grande force du pays réside dans son peuple et sa résistance emblématique, raison pour laquelle ses ennemis l'attaquent en semant des graines d'ingouvernabilité et d'insécurité.

S'exprimant lors de la clôture de la première période ordinaire des sessions de l'Assemblée nationale cubaine (Parlement) dans sa 10e législature, le dirigeant cubain a déclaré que le plan des ennemis de la Révolution est de discréditer l'unité nationale.

Il a averti que certains contribuent à cet objectif en adoptant les positions les plus extrêmes, en appelant à la privatisation de tout et à un changement de système, tandis que d'autres, à partir de positions prétendument de gauche, diabolisent toute action gouvernementale.

"Nous ne devons jamais oublier que les ennemis de la révolution cubaine tentent de briser l'unité nationale, de séparer le peuple de son gouvernement, de nous fatiguer à insister et de nous faire croire que la voie de la capitulation est plus facile", a averti Díaz-Canel.

Mais l'option de la capitulation, a-t-il souligné, a été effacée de l'ADN des Cubains, et ce n'est pas par caprice ou parce que nous nous croyons une nation élue, il suffit de regarder ceux qui ont capitulé ou ont été soumis par un pays supérieur et ont perdu leur idéal et leur destin.

À ceux qui diabolisent le système socialiste, le dirigeant cubain a invité à réfléchir au fait que sa conception théorique n'a pas vu le jour dans une petite nation sous-développée soumise au blocus du gouvernement américain pendant plus de 60 ans.

Il a expliqué que ce blocus, qui constitue le plus grand obstacle au développement du pays, coïncide avec une forte tendance à l'approfondissement du capitalisme néolibéral, qui a poussé l'humanité vers les plus hauts niveaux d'inégalité et d'exclusion sociale.

Cuba, a-t-il ajouté, est à l'avant-garde et va à contre-courant, derrière un projet de justice sociale.

"La chose la plus confortable aurait été d'abandonner la bataille, de rejoindre le courant mondial, de renoncer à ce projet et au chacun pour soi, mais nous avons choisi la voie la plus difficile et la plus digne", a-t-il déclaré.

Le président a ajouté qu'il fallait en même temps éviter toute confusion, car la justice sociale ne signifie pas l'assistanat ou l'égalitarisme, mais qu'il est nécessaire de répartir la richesse créée par tous entre tous, de sorte que ceux qui contribuent le plus gagnent le plus.

Il a déclaré que, personnellement, il ne pouvait imaginer Cuba sans la force morale de son parti et sans l'organisation, la planification et la préoccupation permanente d'un gouvernement dont l'objectif principal est de garantir la santé, l'éducation, l'alimentation et les services publics, certains gratuits et d'autres subventionnés.

Tout cela, a-t-il souligné, dans les conditions terribles d'un blocus renforcé et de l'inscription du pays sur une liste infamante, qui vise à limiter toute possibilité de redressement économique.

Díaz-Canel a souligné la participation et la contribution des jeunes à la première période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (Parlement), qui s'est achevée aujourd'hui dans cette capitale.

Dans les conclusions des débats de la 10e législature, le chef de l'État a souligné que cette session restera dans les mémoires pour le nombre de jeunes députés de différentes professions, venus de tout le pays, qui ont apporté leurs points de vue avec acuité et arguments, défendant avec passion la nation dans laquelle ils vivent et travaillent.

"En eux, nous avons vu l'horizon et l'avenir que nos adversaires ne peuvent pas voir", a-t-il ajouté.

Le président a déclaré que la nouvelle génération de parlementaires présentait des similitudes avec les hommes qui, il y a 70 ans, sont allés se battre pour un pays libre et contre une véritable dictature, en référence aux assauts contre les casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes.

Díaz-Canel a également mis l'accent sur les questions débattues au Parlement et a affirmé qu'en raison de leur complexité et du moment que traverse l'île, elles resteront gravées dans la mémoire des citoyens.

De plus, a-t-il ajouté, "parce que nos problèmes et les efforts pour atteindre l'horizon des solutions ont été plus visibles".

Il a ajouté qu'il y avait encore beaucoup à apprendre et à faire pour tirer le meilleur parti de ces sessions du Parlement en tant que source de propositions de solutions.

"La gravité et l'urgence des temps nous obligent à être plus agiles et plus précis dans la mission que nous sommes les seuls à pouvoir entreprendre", a-t-il fait remarquer.



Se référant à l'économie cubaine, Miguel Díaz-Canel a mis l'accent sur le fait qu'elle devra faire face à un programme indispensable de transformations structurelles ainsi qu'à un programme de stabilisation macroéconomique au cours des trois prochaines années.

Lors de la clôture de la première période ordinaire des sessions de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP, Parlement) dans sa dixième législature, le président a déclaré que la nation caribéenne doit aller dans cette direction comme garantie pour atteindre un environnement qui favorise le financement du développement à moyen terme.

Après les débats menés par les députés durant les trois jours de cette réunion parlementaire, qui ont abordé des questions telles que la production et la commercialisation des aliments et les prix abusifs des biens et des services, le chef de l'État a insisté sur l'importance d'utiliser les mesures approuvées pour faire face à ces problèmes et à d'autres encore.

Le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste cubain a indiqué que le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis au pays des Caraïbes, en particulier son extraterritorialité, la crise économique mondiale et la lenteur de la reprise après la pandémie du virus Covid-19, restent les principaux obstacles auxquels se heurte l'économie à court, moyen et long terme.

Malgré cela, a-t-il dit, les rapports nous indiquent que les mesures adoptées, sans atteindre les résultats escomptés, indiquent une légère tendance à la reprise.

Dans ce sens, il a averti que la mise en œuvre de ces orientations comporte toujours des risques, de sorte que les familles en situation de vulnérabilité doivent être prises en compte afin d'éviter les impacts négatifs.

D'autre part, le président a affirmé que le système électrique national, bien qu'il ne fonctionne pas encore de manière optimale, s'est rétabli, avec une situation actuelle plus favorable qu'en 2022, et a remercié les travailleurs du secteur pour les efforts qu'ils ont déployés pour atteindre ce résultat.

En outre, il a souligné les résultats encourageants du tourisme, car, bien que l'objectif fixé pour cette année d'accueillir 3,5 millions de visiteurs ne soit pas atteint, les indicateurs pour 2021 et 2022 seront dépassés ; et a ajouté que le redressement, l'intervention et l'expansion du marché des changes a commencé.

Il a également souligné que les bases, les projets et les programmes mutuels pour l'investissement étranger dans des secteurs tels que l'énergie et l'agriculture ont été établis ; et que les mécanismes et les systèmes de travail ont été restructurés pour récupérer les revenus des envois de fonds et d'autres services associés à la collecte de devises.

Il a également indiqué que, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures présentées à l'ANPP pour promouvoir le développement économique, des travaux ont été menés avec des équipes multidisciplinaires d'experts du secteur académique, d'économistes, de fonctionnaires et de gestionnaires, en vue d'identifier les distorsions du modèle, ce qui a permis de concevoir une stratégie graduelle pour faire progresser la stabilisation macroéconomique au cours du deuxième semestre de cette année et du premier semestre de 2024.



Le président cubain Miguel Díaz-Canel a également souligné la qualité des débats au Parlement qui a analysé de manière urgente et sans préjugés les problèmes les plus difficiles de la vie quotidienne sur l'île.

Il a indiqué que la production alimentaire, la production d'électricité, la disponibilité de l'eau, la criminalité, la hausse de l'inflation et les prix abusifs ont été débattus.

Et ces débats se sont déroulés - a-t-il dit - sans abandonner des questions pendantes de nature stratégique telles que la politique de prise en charge intégrale des enfants, des adolescents et des jeunes, ou le Code pénal militaire.

"Je pense que nous avons eu une bonne Assemblée, en donnant des noms et des prénoms, des causes et des solutions possibles à nos problèmes, ceux qui n'ont rien à voir directement avec le blocus, ou qui renforcent le blocus omniprésent en raison de l'inaction, de l'apathie, de l'insensibilité, de l'incapacité, de la fatigue et du manque de foi dans la possibilité de surmonter les difficultés", a déclaré le chef de l'État.

Il a souligné que le travail en commission a permis de ressentir le lien fort entre les députés et la population.

Dans ce sens, il a souligné que le récent dialogue entre les députés et la population dans les quartiers est la preuve de ce que signifie travailler à l'écoute du terrain, le décrivant comme une assemblée en session permanente du commentaire du peuple.

Díaz-Canel a dédié ses paroles à la génération historique de la nation caribéenne et a rappelé qu'un jour comme aujourd'hui, il y a 70 ans, une représentation de la meilleure jeunesse cubaine a rassemblé ses rêves et s'est mise en route pour Santiago de Cuba, et qu'en tant que martyrs ou héros, ils allaient entrer dans l'histoire.

Il a souligné que deux de ces jeunes se trouvaient dans la session plénière du Palais des Congrès, le général d'armée Raúl Castro et le commandant de la révolution Ramiro Valdés.

"Je voudrais leur dédier mes paroles, car il ne s'agit pas seulement d'un acte de justice historique, mais aussi de la reconnaissance de deux hommes qui continuent chaque jour à prendre d'assaut des forteresses, les pieds dans l'étrier des difficultés et le fusil pointé sur les erreurs", a-t-il déclaré.



Dans une autre partie de son discours de clôture de la première période ordinaire des sessions de la dixième législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (Parlement), le président de Cuba, Miguel Díaz-Canel, a mis l'accent sur le fait que les États-Unis sont isolés et discrédités dans leur politique criminelle envers notre pays, car une telle politique va à l'encontre de la volonté de la communauté internationale.

Le chef d'état cubain a ajouté que le blocus économique, commercial et financier imposé par Washington il y a plus de six décennies continue d'avoir un impact très néfaste sur l'économie de la nation caribéenne.

En raison de la domination qu'il a acquise sur les structures et les flux financiers internationaux, le gouvernement américain a le pouvoir de nuire à nos relations économiques extérieures, a dénoncé Díaz-Canel, qui a averti que pour justifier cette politique, les États-Unis continuent de fabriquer des calomnies.

Díaz-Canel, qui est également premier secrétaire du comité central du parti communiste de Cuba, a relevé que bien que le Nord soit confiant dans sa domination des médias et convaincu qu'il peut tromper l'opinion publique, en particulier à l'intérieur de ses propres frontières, il n'y parvient pas toujours.

La preuve en est, a-t-il ajouté, que des dizaines de législatures d'État, de conseils municipaux, de conseils de comté et d'organisations représentant la société civile des États-Unis adoptent des résolutions contre le siège économique et demandent que Cuba soit exclue de la liste arbitraire des pays soutenant le terrorisme dressée unilatéralement par le département d'État.

Il a affirmé que ces secteurs se joignent ainsi à la demande quasi unanime de la communauté internationale contre le blocus, qui se reflète chaque année dans les votes contre cette politique à l'ONU et dans les prises de position de diverses organisations régionales.

Notre devoir est de continuer à dénoncer cette politique impitoyable et, en même temps, de progresser dans l'effort créatif pour redresser l'économie et la mettre sur une voie durable, malgré le blocus, a déclaré le président.

Díaz-Canel a également fait référence aux témoignages de respect, d'admiration et de gratitude reçus par Cuba au niveau international, et a souligné la tenue à La Havane, en septembre prochain, du sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-77 plus la Chine, groupe présidé par Cuba depuis janvier dernier.

Il a également souligné le rôle de l'île comme garant des pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale, et que la coopération internationale reste un élément de sa politique étrangère, malgré les pressions exercées par Washington contre la coopération médicale du pays caribéen.

Le président a également évoqué les liens que cette nation entretient avec les Cubains vivant dans d'autres parties du monde et avec de nombreux amis qui expriment leur amitié, leur solidarité et leur soutien à la Révolution.



Toujours dans le discours de clôture de la première session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (Parlement) dans sa 10e législature, Miguel Díaz-Canel a réaffirmé aujourd'hui que les manifestations de criminalité, d'indiscipline sociale et de corruption vont à l'encontre de la partie la plus sacrée du processus de construction socialiste.

Le président a souligné que l'État et le gouvernement de l'île ne peuvent pas tourner le dos aux activités illicites qui sont établies comme une économie parallèle submergée et pénètrent comme un cancer dans le tissu social.

Il a souligné que lors des débats au Parlement, le rejet de ces fléaux a été exprimé, "néanmoins, il est maintenant temps d'agir avec rigueur, d'articuler toutes les forces révolutionnaires, la direction du Parti communiste de Cuba, les organisations de masse et la société civile et les institutions armées avec le peuple".

Il a indiqué que, comme l'a dit le président de l'organe législatif, Esteban Lazo, seule l'articulation des forces permettra de faire face à l'évasion fiscale, au marché illégal des devises, à la spéculation, à la corruption, au vagabondage, à la bureaucratie, à la vulgarité, au mensonge et à l'indécence.

Tout cela, a-t-il ajouté, sans renoncer aux actions visant à atténuer d'autres conséquences qui vont du dysfonctionnement familial à la rupture des liens pour l'étude et le travail, en passant par l'incorporation inadéquate dans la société de ceux qui ont purgé des peines pénales, entre autres cas.

"Nous ne pouvons pas permettre que ceux qui ne travaillent pas et évoluent dans un environnement illégal gagnent plus et aient de meilleures conditions de vie que ceux qui travaillent honnêtement et contribuent à la société", a averti le chef de l'État.

Il a souligné que pour aller de l'avant, il est essentiel d'exiger un comportement propre et responsable de la part des représentants des institutions de l'État, de la société et de la famille cubaine.

(Avec Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/329255-diaz-canel-souligne-que-la-plus-grande-force-du-pays-reside-dans-son-peuple-et-sa-resistance-emblematicue>



Radio Habana Cuba